

a cinq ans. Le Japon est en voie de rétablir son économie de la même manière. Les deux pays se sont rétablis en se fondant sur le régime de la libre concurrence. Nous ne pourrions soutenir le genre de concurrence auquel nous aurons à faire face dans le monde que si nous possédons la vitalité et l'efficacité de cette concurrence qui a été le secret de la puissance économique du Canada et des États-Unis.

Nous convenons tous que des lois s'imposent pour empêcher les abus. Personne ne prêche la concurrence effrénée ni l'activité sans restriction qui porterait atteinte de quelque manière au bien-être des gens où que ce soit. Notre parti est en faveur de la règle du droit et non pas du régime de l'ukase ou du décret.

S'il est une leçon à tirer de l'histoire, c'est bien qu'il n'existe pas de surhomme capable de diriger la vie de toute une nation, ni de surhomme qui soit en mesure de déterminer, sans nuire à la vitalité, à la force et à la puissance d'expansion d'un peuple, quelles sont les entreprises dans lesquelles il faut ou il ne faut pas s'engager. La décision prise par le Gouvernement ces jours derniers met en évidence une des questions les plus importantes qui aient surgi au Canada depuis nombre d'années. Il faut espérer que la décision sera étudiée à fond, qu'on en examinera les conséquences possibles et qu'on déterminera quelles en pourront être les résultats à l'égard de l'expansion de notre pays et de l'embauchage des milliers et des centaines de milliers de nouveaux citoyens dont nous avons besoin pour fabriquer l'infinie variété de produits que nous pouvons tirer de nos énormes réserves de ressources naturelles. Si nous laissons libre jeu à l'initiative, au courage et à la perspicacité de citoyens libres, nous n'aurons guère à nous préoccuper du développement et de l'expansion future du Canada.

Dans ce cas-ci, on ne nous demande pas de considérer les effets d'une seule décision. Il nous faut en réalité décider si nous abandonnerons nos traditions de liberté personnelle en empêchant l'établissement de nouvelles entreprises capables de faire concurrence à celles de l'État. Si ce programme est maintenu, il suffira que le gouvernement se porte dans tel domaine donné pour que nous perdions le fruit de l'infinie variété de nouveaux avantages qu'aurait pu nous valoir, dans ce domaine, l'esprit d'initiative et de prévoyance.

C'est un régime qui reconnaissait le droit à des bénéfices proportionnels aux risques qui a rendu possible la mise en valeur de notre continent et en a fait la partie du monde la plus prospère. En un moment où nous nous

élevons contre le pouvoir de l'État sur la vie de l'homme, il ne convient d'adopter une ligne de conduite qui accentue le pouvoir qu'a l'État de refuser à des citoyens ou à des groupes de citoyens le droit de tenter quelque aventure légitime, dans les limites de la légalité. Cet insidieux empiètement sur la liberté individuelle, nous devons tous le considérer à la lumière des principes énoncés dans la déclaration du Gouvernement lui-même.

Peu importe le nom qu'on donne à la chose, lorsque le Gouvernement utilise ses pouvoirs pour dicter ce qui lui paraît être à l'avantage des affaires, il pratique le socialisme. J'entends déjà dire qu'il est ridicule d'accuser le Gouvernement d'être socialiste. Ceux qui en font partie ne collaborent-ils pas avec les grandes affaires? Ils le font certainement. Ne font-ils pas partie des cercles les plus fermés, y discutant des questions du jour en compagnie de représentants des grandes affaires? Certainement. Comment peut-on les qualifier de socialistes? En premier lieu, ce ne serait pas la première fois que la grande industrie et la haute finance ont collaboré avec les socialistes. Le socialisme est une doctrine politique parfaitement honorable à laquelle adhèrent les administrateurs de plusieurs industries importantes, tout comme le font les employés industriels. C'est au programme qu'on juge la doctrine; ce sont les programmes poursuivis par le Gouvernement et maintenant clairement énoncés qui révèlent s'ils se fondent sur une idéologie socialiste. Il ne faut pas se fier aux apparences; il faut plutôt voir ce qui se produit. C'est du socialisme "en haut de forme".

A mon avis, le Gouvernement devrait revenir sur ses pas car, en cette époque où la concurrence se fait partout de plus en plus acharnée, il convient d'assurer la plus grande liberté de concurrence au Canada, afin de donner à notre économie la vitalité, l'initiative et la puissance nécessaires pour accroître les occasions d'emploi et la prospérité dans la mesure où elles peuvent s'accroître dans un pays aux ressources abondantes comme le nôtre. J'ose espérer que nous aurons la consolation d'entendre certains partisans du Gouvernement déclarer qu'il est temps que le Gouvernement cesse de s'occuper d'entreprises commerciales, au lieu de se plonger plus avant dans les affaires.

Ce n'est qu'en s'attaquant à une situation de ce genre le plus tôt possible,—et après tout cette situation ne s'est produite qu'il y a quelques jours,—et en s'y attaquant d'une façon assez énergique pour attirer l'attention qu'on peut espérer retracer notre ligne de conduite en un temps où les programmes du présent gouvernement devraient